



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du 02 MAI 2025 mettant en demeure la société HENRY RECYCLAGE à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF (Rue Joliot Curie) de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 31 mai 2016 autorisant et réglementant les activités exercées par la société HENRY RECYCLAGE sur son site sis rue Joliot Curie à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté et du rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à sa visite du 4 mars 2025 sur le site rue Joliot Curie à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF faite à l'exploitant par courriel du 3 avril 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant en date du 18 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT

que la société HENRY RECYCLAGE (N°AIOT : 0005804318) exploite une activité de collecte et de traitement de déchets de pneumatiques usagés et caoutchoucs sur son site sis rue Joliot Curie à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF (76410) ;

qu'à ce titre, la société HENRY RECYCLAGE est tenue de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mai 2016 susvisé ;

que lors de sa visite du 4 mars 2025 sur le site exploité par la société HENRY RECYCLAGE, l'inspecteur de l'environnement a constaté des non-respects des dispositions des articles 7.6.3 et 7.6.5 annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, et notamment :

- la persistance de caméras de surveillance hors service, l'exploitant n'ayant pas pris les mesures permettant de repérer un début d'incendie sur le site ;
- l'absence de transmission des plans du site (plan de masse, plan de situation, plan des niveaux et les fiches des matières dangereuses utilisées sur le site) au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS76) de la part de l'exploitant afin de prévenir toute intervention spécifique par les services de secours, notamment en cas d'incendie ;

que le non-respect de ces dispositions est de nature à aggraver les conséquences d'un incendie sur ce site ;

que la société HENRY RECYCLAGE, du fait de son classement sous la rubrique n°2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;

que l'exploitant doit réaliser des analyses des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) et fluor organique adsorbable (AOF) sur l'ensemble des points de rejets aqueux de son installation ;

que l'échéance fixée par les dispositions de l'article 4.II de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 est de neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du texte pour réaliser la 1^{re} campagne d'analyse soit le 28 mars 2024 ;

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société HENRY RECYCLAGE le 4 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de mesures sur chacune des substances PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HENRY RECYCLAGE de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé rue Joliot Curie à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société HENRY RECYCLAGE (SIRET n°45087111600023), dont le siège social est situé 91 bis rue de la Paix 76410 SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé rue Joliot Curie 76410 SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF :

Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 7.6.3 « moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2016 susvisé. Cette prescription est réputée respectée si l'exploitant remet en service les caméras de surveillance du site. Un rapport de mise en service sera transmis à l'inspection des installations classées ;
- l'article 7.6.5 « document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers » de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2016. Cette prescription est réputée respectée si l'exploitant transmet sous format informatique les plans du site (plan de masse, plan de situation, plan des niveaux et les fiches des matières dangereuses utilisées sur le site) au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et à l'inspection.

Sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé. Cette prescription est réputée respectée si l'exploitant réalise les 3 campagnes de mesures mensuelles sur chacune des substances PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique sur la plateforme GIDAF, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Les mesures seront faites par un laboratoire agréé pour ce type de mesures.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4


Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la maire de la commune de SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société HENRY RECYCLAGE.

Fait à ROUEN, le **02 MAI 2025**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE